

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales;  
Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1er.** La durée de validité du programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande est prolongée jusqu'au 31 décembre 1995. Le Ministre flamand qui a la politique de l'emploi dans ses attributions peut abréger cette durée de validité par arrêté ministériel.

**Art. 2.** En application de l'article 7, § 1er, 1°, du décret du 12 juillet 1990 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande, la durée du chômage est ramenée à une journée pour toutes les qualifications, à l'exception du personnel administratif et d'entretien.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

**Art. 4.** Le Ministre flamand qui a la politique de l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,  
L. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,  
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

## COMMUNAUTE FRANÇAISE - FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 29312]

### MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 - 2161

27 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 2 modifié par le décret du 27 décembre 1993 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 octobre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération du Gouvernement en date du 10 avril 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Arrête :

**Article 1er.** La Commission instituée auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, ci-après dénommée la Commission, est composée des membres effectifs suivants :

- 1° un président choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement, exerçant les fonctions d'inspecteur général, ou parmi les fonctionnaires du Ministère, exerçant les fonctions de directeur au moins;
- 2° trois fonctionnaires représentant respectivement la Direction générale de l'Enseignement secondaire, la Direction d'administration de l'Enseignement spécial et la Direction d'administration de l'Enseignement de Promotion sociale;
- 3° un représentant de l'Enseignement de la Communauté française;
- 4° un représentant de chacune des organisations représentatives des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement secondaire (SEGEC, CPEONS, FELSI);
- 5° deux représentants de l'Institut de formation permanente des classes moyennes.

Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions, ci-après dénommé "le ministre", désigne les membres de la commission. Pour tout membre effectif, il est également désigné un suppléant qui le remplace en cas d'empêchement.

Les membres visés à l'alinéa 1er, 4° et 5°, sont désignés sur présentation de l'institution ou l'organisation qu'ils représentent. Les membres visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis de manière à assurer la représentation tant des services de l'institut situés dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale que de ceux situés dans la région de langue française.

**Art. 2.** Le mandat des membres a une durée de trois ans. Il peut être renouvelé. Les membres restent en fonction jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Le mandat de membre prend fin :

1° en cas de démission;

2° en cas de décès;

3° lorsque le membre est admis à la pension ou perd la qualité qui, en application de l'article 1er, alinéa 1er, justifie le mandat.

Il est pourvu dans les deux mois au remplacement de tout membre dont le mandat a pris fin avant son expiration normale. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

**Art. 3.** Le secrétariat, fonctionnant sous l'autorité du président, est assumé par un fonctionnaire désigné à cet effet par le Ministre au sein du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

**Art. 4. § 1.** La Commission ne délibère valablement que si les deux tiers au moins des membres effectifs ou suppléants sont présents.

Si ce quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle réunion peut être convoquée. Elle pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

**§ 2.** Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour déterminer la majorité.

**Art. 5.** La Commission peut établir un règlement d'ordre intérieur.

**Art. 6.** La Commission se réunit à l'initiative de son président ou à la demande de deux membres au moins.

Cette demande mentionne les points que les membres souhaitent voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative.

**Art. 7.** Le président fixe la date de la réunion et en arrête l'ordre du jour.

**Art. 8.** La Commission siège à huis clos. Toutefois, elle peut décider de commettre un ou des experts, et d'entendre toute personne pouvant lui apporter une information.

**Art. 9.** Les mandats des membres de la Commission sont gratuits.

Les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté.

Pour l'application de l'alinéa 2, les membres de la Commission qui ne font pas partie des services du Gouvernement de la Communauté sont assimilés aux fonctionnaires titulaires du grade de directeur. Les personnes à la collaboration desquelles il serait fait appel conformément à l'article 8 sont indemnisées de leurs frais de parcours aux mêmes conditions.

**Art. 10.** Les dépenses occasionnées par le fonctionnement de la Commission et de son secrétariat sont supportées par le budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

**Art. 11.** La demande de reconnaissance d'une formation est introduite auprès du président de la Commission par envoi recommandé à la poste ou par simple dépôt contre accusé de réception.

A la demande est joint un dossier établissant que la formation :

1° comprend au moins 360 h/année lorsqu'elle est suivie avant la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le mineur soumis à l'obligation scolaire aura seize ans et au moins 240 h/année, lorsqu'elle est suivie entre le 1er juillet de l'année au cours de laquelle le mineur soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de seize ans et la fin de l'année scolaire de l'année où il atteint l'âge de dix-huit ans;

2° contribue à l'éducation ainsi qu'à la préparation à l'exercice d'une profession.

A ce dossier est joint une note informant la Commission sur :

- a) les programmes de formation (le cas échéant, partie théorique et partie pratique, grilles-horaires et contenus);
- b) la qualification des formateurs;
- c) les locaux et équipements;
- d) les modes de certification et de formation.

**Art. 12.** La Commission émet son avis dans un délai de cent-vingt jours à compter de la date à laquelle elle reçoit la demande.

L'avis de la Commission est motivé.

Lorsque l'avis n'est pas rendu à l'unanimité il peut faire état des opinions dissidentes.

**Art. 13.** Toute formation reconnue fait l'objet d'un rapport annuel qui est adressé au Ministre.

Ce rapport contient une évaluation des activités de l'année écoulée. Il précise si la formation sera poursuivie durant l'année suivante, conformément aux éléments qui ont servi de base à l'octroi de la reconnaissance. Le cas échéant, il indique tout projet de modification d'un ou de ces éléments.

**Art. 14.** Afin de permettre le contrôle du respect des critères de reconnaissance, le Ministre peut enjoindre à la Commission de lui communiquer tout renseignement nécessaire.

Les organisateurs des formations sont tenus de fournir tout renseignement demandé par la Commission.

**Art. 15.** Le Gouvernement peut mettre fin à la reconnaissance à tout moment sur avis conforme de la commission.

Avant de rendre son avis, la commission communique à l'organisateur de formations, par lettre recommandée avec accusé de réception, les griefs qui sont retenus à son encontre.

Cette communication comprend en outre la convocation de l'organisateur de formation à une audition au cours de laquelle il pourra faire valoir ses observations devant la commission. L'audition a lieu au plus tôt 8 jours calendrier après l'envoi de ladite communication. L'absence de l'organisateur de formations à la séance d'audition n'empêche pas le Gouvernement de prendre valablement la décision de retrait de reconnaissance.

**Art. 16.** La liste des formations reconnues est publiée au *Moniteur belge*.

A partir de l'année scolaire 1995-1996, cette publication a lieu chaque année avant le 15 juin qui précède l'année scolaire considérée.

Cette liste est par ailleurs portée sans délai à la connaissance des membres du service d'inspection chargés du contrôle de l'obligation scolaire.

**Art. 17.** L'arrêté royal du 13 août 1984 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire est abrogé.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1995.

**Art. 19.** Le Ministre qui a l'éducation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 29312]

N. 95 - 2161

**27 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de samenstelling en de werking van de commissie  
ingesteld door artikel 2 van de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inz. op artikel 2, gewijzigd bij het decreet d.d. 27 december 1993 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 6 mei 1994;

Gelet op het akkoord van de Ministerie van Begroting, gegeven op 5 oktober 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 10 april 1995;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Besluit :

**Artikel 1.** De Commissie die door artikel 2 van de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht werd ingesteld bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en die hierna "de Commissie" wordt genoemd, bestaat uit de volgende werkende leden :

1° een voorzitter, gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs die het ambt van inspecteur-generaal uitoefenen, of onder de ambtenaren van het Ministerie die minstens het ambt van directeur uitoefenen;

2° drie ambtenaren die resp. de Algemene Directie Secundair Onderwijs, de Bestuursdirectie Buitengewoon Onderwijs en de Bestuursdirectie Onderwijs voor Sociale Promotie vertegenwoordigen;

3° een vertegenwoordiger van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap;

4° een vertegenwoordiger van elke representatieve organisatie van de Inrichtende Machten van het secundair onderwijs (SEGEC, CPEONS, FELSI);

5° twee vertegenwoordigers van het "Institut de formation permanente des classes moyennes".

De Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs behoort, hierna genoemd "de Minister", stelt de commissieleden aan. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger aangesteld die hem bij verhindering vervangt.

De in lid 1, 4° en 5° bedoelde leden worden op de voordracht van de instelling of de organisatie die zij vertegenwoordigen aangesteld. De in lid 1, 5° bedoelde leden worden zodanig aangesteld dat zowel de diensten van het instituut gelegen in het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest als die gelegen in het Frans taalgebied vertegenwoordigd zijn.

**Art. 2.** Het mandaat van de leden duurt drie jaar. Het mag hernieuwd worden. De leden blijven fungeren totdat hun opvolgers worden aangesteld.

Het mandaat van een lid neemt een einde :

1° bij ontslagneming;

2° bij zijn overlijden;

3° wanneer het lid tot het pensioen wordt toegelaten of de hoedanigheid verliest die, ingevolge artikel 1, lid 1, het mandaat rechtvaardigt.

Binnen twee maanden wordt in de vervanging voorzien van elk lid wiens mandaat voortijdig een einde heeft genomen. In dat geval beëindigt het nieuw lid het mandaat van het lid dat hij vervangt.

**Art. 3.** Het secretariaat, dat onder het gezag van de voorzitter werkt, wordt door een te dien einde door de Minister aangestelde ambtenaar bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming waargenomen.

De secretaris is niet stemgerechtigd.

**Art. 4. § 1.** De Commissie beraadslaag wanneer twee derde van de werkende leden of plaatsvervangers aanwezig zijn.

Indien dit kworum niet bereikt is, wordt een nieuwe vergadering belegd. Deze mag beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden. De onthoudingen worden niet in aanmerking genomen om de meerderheid te bepalen.

**Art. 5.** De Commissie kan een huishoudelijk reglement opmaken.

**Art. 6.** De Commissie vergadert op initiatief van haar voorzitter of op vraag van minstens twee leden.

Deze vraag vermeldt de punten die de leden op de agenda wensen te doen inschrijven en gaat gepaard met een verklarende nota.

**Art. 7.** De voorzitter legt de vergaderingsdatum vast en maakt de agenda op.

**Art. 8.** De Commissie zetelt met gesloten deuren. Ze mag echter beslissen een of meer deskundigen aan te stellen en elke persoon te horen die haar kan voorlichten.

**Art. 9.** De mandaten van de Commissieleden zijn onbezoldigd. De Commissieleden genieten de terugbetaling van hun vervoerkosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de diensten van de Gemeenschapsregering.

Voor de toepassing van lid 2 worden de Commissieleden die geen deel uitmaken van de diensten van de Gemeenschapsregering gelijkgesteld met de ambtenaren met de graad van directeur. De personen op wier medewerking een beroep wordt gedaan overeenkomstig artikel 8, worden onder dezelfde voorwaarden voor hun vervoerkosten vergoed.

**Art. 10.** De door de werking van de Commissie en haar Secretariaat veroorzaakte uitgaven komen ten laste van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

**Art. 11.** De aanvraag om erkenning van een opleiding wordt ingediend bij de Commissievoorzitter per aangetekende brief of door eenvoudige afgifte tegen bewijs van ontvangst

Bij de aanvraag wordt een dossier gevoegd waarbij vastgesteld wordt :

1° dat de opleiding ten minste 360 u/jaar omvat wanneer ze gevolgd wordt vóór het einde van het schooljaar tijdens welk de leerplichtige minderjarige zestien jaar wordt en ten minste 240 u/jaar wanneer ze gevolgd wordt tussen 1 juli van het jaar tijdens welk de leerplichtige de leeftijd van zestien jaar bereikt en het einde van het schooljaar in het jaar tijdens welk hij de leeftijd van 18 jaar bereikt;

2° dat de opleiding bijdraagt tot de opvoeding, alsmede tot de voorbereiding op de uitoefening van een beroep.

Bij dit dossier wordt een nota gevoegd die de Commissie voorlicht over :

a) de opleidingsprogramma's (eventueel theoretisch gedeelte en praktisch gedeelte, lesroosters en inhoud);

b) de bekwaamheid van de opleiders;

c) de lokalen en de uitrusting;

d) de certificatie- en opleidingswijze.

**Art. 12.** De Commissie brengt een advies uit binnen een termijn van honderd twintig dagen te rekenen van de datum waarop ze de aanvraag ontvangt.

Het advies van de Commissie moet met redenen omkleed zijn.

Wanneer het advies niet eenstemmig wordt uitgebracht, mag het van de uiteenlopende meningen gewag maken.

**Art. 13.** Elke erkende opleiding is het voorwerp van een jaarlijks verslag dat aan de Minister wordt gericht.

Dit verslag bevat een evaluatie van de werkzaamheden van het afgelopen jaar. Het preciseert of de opleiding gedurende het eerstvolgend jaar zal worden voortgezet, overeenkomstig de elementen die als basis voor de toekenning van de erkenning hebben gediend. Zo het geval zich voordoet vermeldt het elke voorgenomen wijziging van een van die elementen.

**Art. 14.** Ten einde het toezicht op het naleven van de erkenningscriteria mogelijk te maken, kan de Minister de Commissie gelasten, hem alle nodige inlichtingen, mee te delen.

De inrichters van de opleidingen worden ertoe gehouden elke door de Commissie gevraagde inlichting te verstrekken.

**Art. 15.** De Regering kan op elk ogenblik en op eensluidend advies van de Commissie een einde maken aan de erkenning.

Alvorens een advies uit te brengen, deelt de commissie de organisator van opleidingen, per aangetekende brief met bewijs van ontvangst, de bezwaren mee die tegen hem werden in aanmerking genomen.

Deze mededeling bevat bovendien de oproeping van de opleidingsorganisator tot een hoorzitting tijdens welke hij zijn aanmerkingen voor de commissie kan doen gelden. Hij wordt ten vroegste acht kalenderdagen na de verzending van bedoelde oproepingsbrief gehoord.

De afwezigheid van de opleidingsorganisator op de hoorzitting belet de Regering niet de beslissing tot intrekking van de erkenning te nemen.

**Art. 16.** De lijst van de erkende opleidingen wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Vanaf het schooljaar 1995-1996 heeft deze bekendmaking elk jaar vóór de 15e juni voor het betrokken schooljaar plaats.

Deze lijst wordt overigens onverwijld ter kennis gebracht van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de leerplicht.

**Art. 17.** Het koninklijk besluit d.d. 13 augustus 1984 tot bepaling van de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld door artikel 2 van de wet d.d. 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt op 1 april 1995 in werking.

**Art. 19.** De Minister tot wiens bevoegdheid Onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 95 — 2162

[S - C - 33066]

#### 1. FEBRUAR 1995. — Erlaß der Regierung zur Festlegung der Anfangs- und Enddaten des Schuljahres und der Ferien für das Schuljahr 1995-1996

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990, 18. Juli 1990 und 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung, insbesondere des Artikels 7;